

Persécutés au Brésil, les Indiens appellent l'Europe et la France à l'aide

19 mai 2017 / Mathilde Dorcadie (Reporterre)



Méprisés par la classe politique, attaqués par la police militaire, assassinés par les fermiers, les peuples autochtones brésiliens ont les pires difficultés à faire valoir leurs droits. Pour alerter sur la gravité de leur situation, le chef indien Ládio Verón arrive en France pour une série de rencontres.

-
- *São Paulo (Brésil), correspondance*

Parti en toute discrétion de São Paulo mi-mars, le chef indigène Ládio Verón a déjà rencontré des députés espagnols et manifesté avec ses soutiens devant l'ambassade du Brésil à Londres. Menacé de mort et torturé par le passé, le représentant de la tribu Taquara, dans le Mato Grosso du Sud, raconte comment les autorités tentent d'empêcher les Indiens de communiquer, d'aller en ville pour rencontrer des journalistes ou de se rendre à l'étranger. Son propre père, **le chef Marcos Verón, a lui-même été assassiné en 2003**, au retour d'un voyage similaire en Europe. Depuis, son fils a dû être placé sur la liste du Programme fédéral de protection des défenseurs des droits humains.

Lors d'une interview donnée à des journalistes étrangers à São Paulo, quelques jours avant son départ, les organisateurs de la rencontre mettent en garde ces derniers : *« Il est important que vous attendiez que le cacique [chef de tribu] ait quitté le Brésil, avant de publier vos articles, car il est déjà arrivé que des chefs indiens soient bloqués avant de monter dans l'avion. »* Une situation intenable pour Ládio Verón, qui s'insurge : *« Non seulement nous devons rester dans un périmètre qu'ils nous imposent, sur une terre aride, au bord d'une route, mais en plus ils voudraient que nous gardions le silence. »*



Un campement Guarani Kaiowá, dans le Mato Grosso du Sud.

Son voyage va le mener à travers une douzaine de pays européens, pour raconter ce que vivent les Indiens de son ethnie, les **Guarani Kaiowá**, mais aussi les autres peuples du pays, et trouver un maximum de soutiens. Depuis très longtemps victimes de persécutions de la part des producteurs agricoles et d'énergie qui font tout pour mettre la main sur les territoires indigènes, les autochtones rencontrent très peu de soutien de la part des politiciens locaux. À l'échelle fédérale, la situation ne fait qu'empirer. Ni Lula ni Dilma Rousseff n'ont vraiment entrepris de politique protectrice efficace et l'organisme institutionnel de gestion de la question indigène, la Fondation nationale de l'Indien (Funai), est entré en crise depuis l'arrivée à la présidence du pays de Michel Temer [1]. **Le nouveau directeur, nommé le 9 mai**, est un ancien général de l'armée soutenu par les évangélistes, comme son prédécesseur, limogé au bout de 4 mois d'exercice. Une mauvaise nouvelle pour beaucoup de militants de la cause indigène, **qui ne voient pas toujours d'un bon œil l'implication des militaires et des religieux dans ces questions.**

**« Le seul secours que l'on puisse attendre, c'est celui des autres
pays »**

Le village de Ládio et de ses frères est aujourd'hui menacé. Une fois de plus, car l'histoire de sa tribu est marquée depuis des décennies par les expulsions et l'errance. Depuis 2010, 250 familles vivent sur ce bout de territoire proche du Paraguay, reconnu par la Funai, mais pas par le gouvernement, qui n'a pas approuvé la démarcation [2]. Entourés de monocultures et de grands domaines agricoles, les Guarani n'ont plus grand-chose qui leur permet de maintenir un mode de vie traditionnel. *« Il n'y a plus de végétation, nos rivières sont mortes et nos enfants ressortent avec des démangeaisons quand il se baignent. Voilà ce qu'ils ont fait de nos terres, celle de nos ancêtres. Là-bas, un plant de maïs, un bœuf vaut plus que la vie d'un être humain, que la vie d'un enfant indigène »*, déplore Araldo Verón, le frère de Ládio, resté au Brésil.



Affrontements entre les mouvements indigènes brésiliens et la police à Brasilia, le 25 avril.

Quelques jours après le départ du chef indien en mars, des militaires armés ont envahi le village de Taquara et menacé violemment la population d'expulsion. « *Notre propre gouvernement nous attaque. Le seul secours que l'on puisse attendre, c'est celui des autres pays* », dénoncent les frères Verón. En effet, un changement sensible est en train de se passer au Brésil. La résistance indigène est de plus en plus perçue comme une menace sécuritaire. En témoigne la **récente répression policière dont ont été victimes plusieurs milliers de représentants indigènes venus manifester le 25 avril à Brasilia**. Les populations autochtones se sentent oubliées par les partis politiques et les grands médias.

Le président Michel Temer a nommé comme ministre de l'Agriculture Blairo Maggi, l'un des **grands leaders de l'agro-industrie**. Dans un **éditorial** du journal économique *Valor*, Daniela Chiaretti, journaliste spécialisée dans l'environnement, dénonçait récemment un gouvernement passif avec un biais « *ruraliste* », illustré par l'agenda du ministre de la Justice [3], qui en 55 jours de mandat a rencontré une centaine de fois les représentants des lobbys parlementaires agricoles, mais n'a fait aucune rencontre avec des leaders indiens.

« **Ce que mangent les Européens — la viande, le maïs — est mélangé avec du sang indien** »

La communauté internationale commence à s'alarmer face au traitement de la question indigène brésilienne. Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a notamment souligné que le Brésil échouait à protéger les droits des Indiens durant l'examen périodique universel passé par le pays, à Genève, ce mois-ci. Au même moment, l'attaque violente d'une dizaine d'Indiens de l'ethnie Gamela, frappés et mutilés par des hommes payés par des *fazendeiros*, suscitait de nouveau l'indignation générale chez les défenseurs des peuples indigènes.



Le chef indien Ládio Verón devant l'ambassade du Bresil a? Londres le 19 avril.

Pour les Guarani, l'Europe a sa part de responsabilité, car une grande partie du soja, du maïs ou de la canne à sucre destinés au marché européen est produit au Brésil (principalement dans le Mato Grosso) sur des terres desquelles des Indiens ont été expulsés. Ládio Verón va donc se rendre également au Parlement européen : *« Nous allons demander de cesser d'acheter du soja brésilien, parce que ce que mangent les Européens — la viande, le maïs — est mélangé avec du sang indien, explique-t-il. Si nous ne recevons pas d'aide de l'extérieur, nous allons commencer à brûler les cultures, les usines d'éthanol, à entrer en action. Nous sommes fatigués de parler calmement, nous sommes maintenant prêts à aller au-delà, car c'est notre survie qui est en jeu. Que les Européens viennent voir comment on détruit nos forêts, comment on pollue notre eau et comment on nous assassine. »*

L'AGENDA DE LA VISITE EN FRANCE DE LÁDIO VERÓN

Ládio Verón, le chef Guarani Kaiowá, sera en France du 20 au 29 mai 2017.

- PARIS :
Samedi 20 mai, à 18 heures : rassemblement de soutien sur le parvis des droits de l'homme.
Lundi 22 mai, à 13 h 15 : interview sur RFI et rencontre avec des journalistes.
Mardi 23 mai, à 9 h 30 : rencontre au Sénat à l'initiative de la sénatrice Laurence Cohen, présidente du groupe d'amitié France-Brézil.
- MONTPELLIER, le 24 mai.
- MARSEILLE, le 25 mai.
- LILLE, du 26 au 29 mai.

Tous les détails du voyage sont sur [Facebook](#).

[1] Déjà sous-financé, le budget de la Funai a été amputé de 44 % en mars à la suite d'une décision du gel des dépenses publiques.

[2] Le processus juridique de démarcation des terres (un droit reconnu par Constitution

brésilienne de 1988) est source de nombreux conflits territoriaux. C'est le gouvernement (le ministre de la Justice, puis le président) qui, sur proposition de la Fondation nationale de l'Indien, peut valider le tracé définitif d'un territoire indigène. Aujourd'hui, 13 % de la superficie du pays correspond à des terres indigènes inaliénables.

[3] Nommé début mars, Osmar Serraglio est, en tant que ministre de la Justice, l'homme en charge de gérer les processus de démarcation. Il est par ailleurs le député qui a présenté un projet d'amendement constitutionnel (connu sous le nom de PEC 215) pour changer le système d'approbation des territoires indigènes. Un projet auquel sont vivement opposés les Indiens.

Lire aussi : [Les peuples d'ailleurs, boussole d'un Occident égaré](#)

Source : Mathilde Dorcadie pour *Reporterre*

Photos :

- . chapô : Lors d'une manifestation à Brasilia, en avril 2017. © José Cruz/Agência Brasil
- . campement : [Wikimedia](#) (Wilson Dias / Agência Brasil/CC BY 3.0 br)
- . affrontement : © Wilson Dias/Agência Brasil
- . Ládio Verón : © Eleanor K. Russell/Survival International.

- Emplacement : [Accueil](#) > [Info](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Persecutes-au-Bresil-les-Indiens-appellent-l-Europe-et-la-France-a-l-aide>